

<https://ricochets.cc/Nous-sommes-tous-des-enfants-de-Marseille-Alessi-Dell-Umbria.html>



« Nous sommes tous des enfants de Marseille » - Alèssi Dell'Umbria

- Les Articles -

Publication date: samedi 22 décembre 2018

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Lundi 3 décembre, les lycées de Marseille entrent dans la danse... une trentaine en grève et une bonne dizaine sont bloqués. Les minots sont chauds, à Victor Hugo, lycée ghetto derrière la gare, ils font cramer non seulement les conteneurs à ordures mais aussi une voiture qui traînait par là. En-ville toute la journée est rythmée par le va-et-vient incessant des voitures de flics casqués... Il flotte comme une ambiance, après ce beau samedi. La BAC y va direct au flash-ball, même pas ils se cachent... Des consignes ont été données en haut lieu, **une telle application dans les brutalités sur des gamins de quinze ans montre qu'ils ont ordre de frapper en laissant des traces.** **Pendant ce temps le corps enseignant, dans son immense majorité, regarde ailleurs...** Mercredi, un groupe de dockers vient s'interposer entre les lycéens et les flics, concrétisant la promesse lancée samedi 1er par le responsable de l'UD CGT. Devant une rangée de dockers au beau milieu de la rue, le baqueux aboie mais ne mord plus... Le jeudi 6, les lycéens partent en un défilé, emmenés par les dockers CGT et quelques enseignants du SNES, qui part de St Charles et y revient ; à l'arrivée, les minots, un peu frustrés de cette manif si tranquille, provoquent du clash aux abords de la gare avec les flics. Les mouvements de lycéens, pour n'être pas encore capturés par la représentation, sont toujours plus joyeux et animés que les protestations syndicales...

Et toujours ce relent de gaz lacrymo qui continue de flotter en-ville. C'est là qu'on aimerait voir se déchaîner une belle mistralade ! Le vendredi 7 au soir, nous nous rassemblons en hommage à Zineb Redouane devant son domicile, au 12 rue des Feuillants. **Le samedi 1er décembre, cette femme de 80 ans avait reçu en pleine figure une grenade, sans aucun doute tirée en tir tendu, alors qu'elle fermait les volets de son appartement, au quatrième étage ; transférée à l'hôpital, elle y décédait durant l'opération chirurgicale.** Avec Zineb, le tribut payé par le quartier de Noailles aux gouvernants se monte à neuf morts. Son assassinat prend une signification d'autant plus violente qu'elle résidait juste en face du futur hôtel de luxe en cours d'aménagement (îlot Feuillants-Canebière-Longue des Capucins), et que c'est très probablement depuis le groupe de flics qui protégeaient les locaux de la Soleam, de l'autre côté de la Canebière, qu'a été tirée la grenade fatale... Deux à trois cent personnes sont venues lui rendre hommage, deux habitants du quartier prennent la parole pour dénoncer cette violence supplémentaire exercée contre les habitants de Noailles, puis quelques personnes font la salat janaza, la prière des morts. L'émotion est forte, et elle s'exprimera pleinement le lendemain...

Le samedi 8 décembre donc, plusieurs appels à se manifester en-ville ont été lancés. Deux mille gilets jaunes déboulent sur le Vieux Port en fin de matinée, puis tentent en vain de partir en cortège vers les Terrasses du Port, à la Joliette : la rue de la République leur est fermée par des tirs nourris de grenades. Sur ces entrefaites, la marche pour le climat démarre à 15 h au même endroit, remonte la Canebière puis oblique sur le cours Lieutaud. Une bonne partie des gilets jaunes se sont joints à la marche. Après le pont de la rue d'Aubagne un autre cortège surgit soudain, en provenance du cours Julien, mené par deux drapeaux pirates et qui fusionne avec la marche sous les applaudissements. Des bandes de jeunes des quartiers sont là aussi, certaines se sont déjà mesurées aux flics devant leur lycée durant la semaine.

Ce sont dès lors pas loin de dix mille personnes qui se dirigent en un cortège hétérogène sur la Place Castellane, les « Marseille, debout, soulève-toi » voisinant avec des « Marseille, pacifique » qui font sourire vu que tout le monde sait bien comment tout ça va se conclure... une banderole renforcée « Mange tes murs » voisine avec des pancartes en défense des oiseaux, tandis que retentit un chant du stade détourné, « Aux arbres !!! nous sommes les Marseillais, et nous allons lutter... ». Les arbres, qui à Marseille sont les premières victimes de la politique urbaine, à la Plaine on a payé pour le savoir... Arrivés à Castellane, à l'orée des quartiers Sud, après un quart d'heure de flottement tout ce beau monde fait demi-tour et repart par la rue de Rome malgré l'appel à dispersion. En débouchant sur la Canebière, la tête du cortège se trouve bloquée à deux cent mètres du Vieux Port que les flics n'ont décidément pas envie de nous abandonner en ce jour... Deux blindés de la Gendarmerie Mobile attendent, ça canarde direct. L'avenue a été nettoyée préventivement : tous les chantiers qui avaient fourni du matériel pour les barricades samedi d'avant ont été évacués. Une voiture électrique et des conteneurs à ordures feront office de barricade enflammée.

Pendant une bonne heure, la foule tient le carrefour Belsunce-Canebière. Des jeunes essayent de défoncer les devantures de la Boutique de l'OM avec des barrières vauban, mais ça tient bon, d'autres se jettent de toutes leurs forces sur le rideau métallique -le préfet parlera de « casseurs professionnels », on en est loin, les gars n'ont manifestement rien prévu question outillage, même pas un ou deux pieds de biche pour forcer l'entrée, ils y vont à la pure énergie... Première charge de la flicaille, les CSI et les GM sont à la manoeuvre... ça s'égayé dans les rues adjacentes, les blindés s'avancent mais ils en seront réduits à monter et redescendre la Canebière toute la soirée, impossible pour eux de manoeuvrer dans les ruelles de Noailles et de Belsunce.

Peu à peu la foule reprend possession du carrefour, et les jeunes peuvent terminer ce qu'ils avaient commencé, à savoir ouvrir la Boutique de l'OM et en nettoyer le contenu. La BAC charge pour arrêter les derniers pillards, une contre-charge la met en fuite... dans une rue parallèle à la Canèbe, un groupe de minots remonte à toute blinde après avoir caillassé sur le cours Belsunce, **six motards de la police déboulent à fond et commencent à les dépasser, le motard de tête pile net juste avant la rue Longue des Capucins pour leur couper toute échappée, mais la Bonne mère veille sur ses minots... en effet, le motard suivant percute le premier de plein fouet, suivi par un autre, les trois s'estramassent l'un sur l'autre et les minots réussissent du coup à s'arracher par la rue Longue... ceux qui assistent à la scène de l'autre côté dansent de joie.** Pendant ce temps, d'autres s'affairent consciencieusement à une tâche d'utilité publique, juste en face de la Boutique de l'OM : exploser toutes les vitres et vitrines de la Soleam, puis celles de la mairie du 1er et 7e arrondissement qui se trouve à côté, pendant que la foule enthousiaste rappelle que « Tout le monde déteste la Soleam ». Les banques et les distributeurs ne sont pas oubliés dans le secteur, avec un traitement de faveur pour le Western Union de la Canebière, déjà vandalisé le samedi d'avant, et pour la Caisse d'Épargne du boulevard Longchamp où les vandales réussissent à pénétrer dans les locaux...

Les véhicules de police en bas du commissariat Noailles ont été évacués préventivement, et de toutes façons le carrefour Canebière-Garibaldi devient très vite l'épicentre de l'occupation policière. Les émeutiers n'incendient pas les voitures, les gens résidant autour de la Canebière n'étant vraiment pas de la même classe que les bourgeois du 8e arrondissement parisien... les voitures garées dans nos quartiers sont plutôt de vieux ravans qui ont du mal à passer les contrôles techniques, alors les conteneurs à ordures font l'affaire, de préférence, et ça brûle de tous côtés... dans Noailles, vers la Plaine, à Belsunce, boulevard Longchamp... Pendant plusieurs heures, des groupes mobiles harcèleront la flicaille des deux côtés de la Canèbe...

Au moins huit boutiques auront été pillées ce soir-là, toutes soigneusement sélectionnées : outre celle de l'OM, deux bijouteries rue d'Aix notamment. Sur le boulevard Longchamp, plusieurs dizaines d'émeutiers s'attaquent aux grilles de l'enseigne Saint-Honoré Paris (SHP), discrète adresse de marques de luxe, Dior, Zadig & Voltaire ou Hermès. "C'était open-bar pour tout le monde. Même les gens installés à la terrasse d'à côté sont venus se servir ! (...) Ils ont commencé à piller et casser à coups de masse l'intérieur du magasin. Les murs tremblaient, on les entendait depuis l'étage", selon le gérant qui déplorera un préjudice pour pillage et vandalisme de 1,6 million d'euros.

Aucun bilan comptable ne pourra par contre être établi dans nos rangs... Beaucoup de blessés, surtout sous les coups de la BAC. Une urgentiste de la Timone, ancienne élue de l'actuelle majorité municipale et proche de Gérard Chenoz, annonce dans un tweet qu'elle va dénoncer les blessés venus se faire soigner ce soir-là... cette clique municipale ne rate décidément pas une occasion d'étaler son abjection. En outre, une quarantaine de personnes ont été embarquées, une vingtaine étant mises en examen. Sachant que les audiences se déroulent à huis clos depuis la première fournée du 3 décembre... qui a vu notamment une personne accusée d'avoir participé au pillage de la boutique Orange récolter deux ans fermes ! Pour ce qui est de cette seconde journée d'émeute, les tarifs seront à l'avenant et un quidam se prendra six mois fermes pour possession d'un fumigène...

Le lundi 10 décembre un appel a été lancé par le Collectif du 5 novembre à se rassembler devant l'Hôtel de Ville où doit se tenir le dernier conseil municipal de l'année. Mais dimanche au soir nous apprenons que Gaudin a finalement décidé, au vu des événements de la veille, de repousser ce conseil à une date ultérieure ! Elle est bien bonne, tè !

L'émeute a terrorisé la mairie, pourtant protégée par un escadron de CRS. L'appel est cependant maintenu, et nous sommes cinq cent en cette fraîche matinée hivernale à écouter différents intervenants, de Noailles, de la Plaine et des cités des quartiers Nord. Un appel téléphonique nous informe que Gaudin vient d'être repéré, arrivant dans les locaux de la mairie des 1er et 7e arrondissements. Lui qui n'a pas daigné visiter la rue d'Aubagne après le 5 novembre se déplace pour quelques vitrines brisées ! Nous nous dirigeons aussitôt vers la Canebière, mais à notre arrivée le triste sire a déjà décampé ... réduit à se déplacer en cachette dans sa propre ville, quelle fin de règne tout de même !

Après ces deux samedis agités, celui du 15 décembre aura donné l'impression d'une baisse de régime -moins de manifestants et à peine quelques affrontements en haut de la Canebière en fin de journée... A Paris aussi il semble que le climax ait été atteint avec les journées du 1er et du 8. Il était certes remarquable, en ces trois semaines, qu'avec l'irruption des gilets jaunes dans Paris l'ordonnance des manifestations se soit enfin disloquée, permettant les émeutes du 1er puis du 8 décembre, -la seule fois où les quartiers bourgeois de Paris ont vraiment senti passer la colère sociale de foules déambulant sans trajet défini, éclatées en plusieurs groupes qui défiaient le quadrillage policier du territoire. Dans un contexte complètement différent, les mêmes journées ont été aussi déroutantes à Marseille pour des autorités habituées à gérer des foules que l'ordonnance de la manifestation livre de fait à son contrôle : « La police explique que le mouvement revêtait une nouvelle fois de multiples formes : les gilets jaunes, la marche pour le climat, les revendications « post-rue d'Aubagne » et les "casseurs" et les "pilleurs". Malgré un dispositif se déplaçant "au gré des casseurs", il restait "difficile de contenir, au même moment, tous les débordements de ce mouvement aux composantes protéiformes". » [2]

L'émeute est toujours une surprise... Son caractère imprévu est essentiel, elle peut éclater à la suite d'une manifestation, d'un concert, d'un simple contrôle de police dans un quartier, n'importe, elle est toujours spontanée -même si certains de ses participants peuvent l'avoir anticipée en s'équipant, il n'est pas en leur pouvoir d'en décider. L'émeute ne se décrète pas. Alors que les téléspectateurs n'y voient que des images de destruction, l'émeute opère une régénération collective : la foule auparavant atomisée éprouve une puissance qui n'appartient qu'à elle. Mais comment va se dépenser l'énergie politique ainsi régénérée ? Comment rebondir sur d'autres formes, qui soient aussi improvisées et surprenantes ? Le côté répétitif signe l'arrêt de mort prochaine d'un mouvement, et la journée du 15 décembre, tant à Paris à Marseille, résonne en ce sens comme un avertissement.

A Marseille les marches s'enchaînent (un rassemblement est prévu jeudi matin à 8 h devant l'Hôtel de Ville où se déroulera enfin le conseil municipal). Mais les perspectives sont loin d'être claires, et de même qu'au niveau hexagonal nombre de gilets jaunes s'enthousiasment à présent pour le RIC, ici certains en sont à demander la tutelle de l'État sur la ville, avec l'argument qu'il faut à tout prix en finir avec Gaudin -ce serait un si grand bonheur, n'est-ce pas, d'être désormais gouvernés par un préfet macronien ! Notre ville a pourtant fait l'expérience de la tutelle étatique, au siècle passé, avec les conséquences tragiques qu'on a vu en 1943, mais la connaissance historique ne fait pas bon ménage avec la démagogie [3]. C'est vrai que nous l'avons tous crié, de marche en marche, depuis le 5 novembre, « Gaudin démission ». Et voir cette vieille bordille finir sa carrière dans l'ignominie d'une démission contrainte et forcée nous ferait le plus grand plaisir. Nous fêterions cela dignement. Mais le gueule de bois serait sévère en retrouvant le lendemain à sa place une Martine Vassal ou quelque autre politicien du même acabit, avec tout l'appareil municipal et sa mafia F.O intacts, avec les habitudes clientélares qui ont assuré la soumission des Marseillais pendant tant de temps... si ce n'est pas avec un gouverneur colonial, comme en 1939.

Autrement dit, exiger la démission ne suffit pas. Et nous n'avons nulle envie de servir la soupe à des gens qui se bousculeront au portillon pour figurer sur les listes électorales en 2020. **Il est grand temps de penser nos propres formes politiques.** Aussi ne peut-on qu'approuver la déclaration du Syndicat des Quartiers Populaires en date du 2 décembre. Ces camarades qui agissent dans les quartiers Nord, après avoir exigé la démission de toute l'équipe municipale, mettent les points sur les i et les barres sur les t : « **Nous nous tournons vers les Marseillaises et les Marseillais, les collectifs, les syndicats, les associations pour encore une fois reprendre le destin de cette ville fracturée, fracassée par le mépris et des décennies de politiques municipales indigentes et clairement inadaptées, pour mettre en place une AUTO-ORGANISATION communale capable de dégager des axes de**

travail pertinents et d'élaborer des solutions pour l'ensemble du peuple marseillais ! Cette perspective peut paraître effrayante, mais elle renoue avec l'histoire glorieuse de notre ville, il suffit de se rappeler la charte de la République Marseillaise de 1214 pour comprendre qu'elle est constitutive de notre ADN municipal ! »

Après la catastrophe du 5 novembre, des collectifs et associations des quartiers populaires se sont occupées de venir en aide à ceux et celles qui ont tout laissé dans leurs maisons évacuées (1596 personnes à ce jour). La plèbe marseillaise a su se montrer généreuse, des concerts de soutien ont eu lieu en différents cafés-concerts de la Plaine et de Noailles qui ont fait le plein et ont permis de récolter de l'argent. Mais après ? L'assistance humanitaire aux personnes évacuées est dictée par l'urgence, mais celle-ci n'interdit pas de penser au-delà. Il est temps d'envisager des occupations -terme qui a tout à la fois le sens de prise de possession et celui d'activité s'inscrivant dans la durée.

Quand une telle foule occupe la rue, il devient jouable d'envahir un bâtiment vide et de le réquisitionner pour y loger des évacués. Et des bâtiments vides et parfaitement salubres dans Marseille, nous savons où en trouver. La seule réquisition qui ait eu lieu à ce jour, celle de l'ex-Office municipal de la Culture, au carrefour Canebière-Belsunce, à l'angle sud de Noailles, s'est faite le lundi 10 décembre avec peu de gens et n'a pas tenu 24 heures. Et c'est bien dommage, parce qu'une occupation durable en cet endroit précis, en face de la Soleam et à vingt mètres de la maison de Zineb Redouane, aurait pris valeur de manifeste ! Et menée en fin d'une marche de plusieurs milliers de personnes comme Marseille en a vu passer une bonne dizaine ces temps-ci, la réquisition aurait été d'emblée connue et reconnue, et un rapport de force étant ainsi posé.

La question se pose d'autant que les évacués sont souvent logés au plus loin de leur domicile. Des occupations d'immeubles, dans le contexte actuel de Marseille, seraient parfaitement légitimes aux yeux de beaucoup de gens et auraient une capacité de mobilisation en défense du lieu. Encore ce lundi 17 décembre, à la cité Corot les quatre-vingt seize appartements du bâtiment A viennent d'être évacués, seules vingt et une familles ont été relogées au bon vouloir de la mairie, qui par ailleurs a laissé à la rue tous les résidents qui n'étaient pas en règle. Il est notable par ailleurs que toute occupation est devenue impossible à Marseille depuis l'épisode du Mamba [4] -chaque tentative ne tenait pas plus de quelques heures, la BAC intervenant de suite avec une extrême violence en mode intimidation. Ce serait l'occasion, en ces temps de mobilisation, de renverser la tendance -avant que le légalisme ne fasse son oeuvre et délaye les énergies.

Rassemblement jeudi matin à 8 h devant l'Hôtel de Ville. Le temps sera frais mais ensoleillé. La clique à Gaudin, elle, ne verra jamais le jour.

Alèssi DELL'UMBRIA

PS:

[1] Cf. « Marseille, debout, soulève-toi ! », *LundiMatin* 3 décembre 2018.

[2] *La Provence*, 10 décembre 2018.

[3] Cf. « Une ville coloniale », *Histoire Universelle de Marseille*, 2006.

[4] Le Mamba était un bâtiment réquisitionné par des camarades, en contre-bas de la Plaine, pendant l'hiver 2015, pour y loger plusieurs dizaines de réfugiés, notamment Soudanais. Le lieu a été expulsé dans le courant 2016, mais le collectif poursuit ses activités dans le quartier.